

L'Ecosse défie Johnson et le Royaume-Uni



Nicola Sturgeon, première ministre écossaise et patronne du parti indépendantiste SNP, à Edimbourg, le dimanche 9 mai. SCOTT HEPPELL/AP

Cécile Ducourtieux

Les partis favorables à l'indépendance sont majoritaires dans la région, mais Londres refuse un référendum

LONDRES - correspondante

C'est une première ministre plus confiante que jamais, qui n'a même pas attendu la fin du dépouillement des résultats des législatives écossaises pour prononcer son discours de victoire. Samedi 8 mai, Nicola Sturgeon, 50 ans, dont trente-cinq de militantisme pro-indépendance, a salué les résultats « *historiques* » et « *extraordinaires* » du Parti national écossais (SNP), qui a fini par décrocher 64 sièges sur un total de 129 à Holyrood, le Parlement d'Edimbourg.

Le SNP espérait décrocher la majorité absolue des sièges (65), ce qui lui aurait donné un mandat presque irrésistible pour réclamer un deuxième référendum sur l'indépendance de l'Ecosse, après celui, raté, de 2014 (les Ecossais avaient alors voté pour rester au sein du Royaume-Uni à 55 %). Pour autant, son parti étant arrivé tout proche de ce « chiffre magique », M^{me} Sturgeon a préféré couper le plus vite possible l'herbe sous les pieds du gouvernement conservateur britannique, alors que Boris Johnson, dès la veille, avait déclaré « *irresponsable* » une nouvelle consultation populaire écossaise. Théoriquement, le Parlement écossais ne peut décider seul d'un référendum sur des questions constitutionnelles sans l'aval du Parlement britannique.

« *Il ne fait aucun doute que nous allons avoir une majorité pro-indépendance et qu'elle sera plus élevée que lors de la précédente législature [2016-2021]* », a déclaré M^{me} Sturgeon, en prenant en compte, comme tout le camp indépendantiste et la plupart des commentateurs écossais, la progression des Verts écossais, eux aussi pro-indépendance, qui ont gagné huit sièges à Holyrood. « *La position de Boris Johnson est hilarante, bien sûr que nous avons [avec le SNP] un mandat clair pour demander un nouveau référendum* », a déclaré samedi Lorna Slater, la codirigeante des Verts écossais.

« Principe démocratique »

« *Je vais retourner au travail immédiatement, pour me consacrer à la sortie de la pandémie, puis à la reprise économique et sociale, mais, quand la crise sera passée, les Ecossais auront le droit de s'exprimer*

[sur leur avenir], a insisté Nicola Sturgeon. *Boris Johnson n'a aucun argument pour bloquer la volonté des Ecosais. Le référendum est fondamentalement une question de principe démocratique.* » Quelques heures plus tôt, son adjoint et proche allié, John Swinney, avait déjà accusé Boris Johnson de se comporter en « *suzerain* » vis-à-vis de l'Ecosse. Un référendum pourrait être organisé dès 2022 « *si les prédictions* [positives des épidémiologistes] *sont correctes* », a précisé M^{me} Sturgeon dimanche.

La guerre des mots et des arguments est donc déclarée entre Edimbourg et Londres, et elle promet d'être aussi rude que prolongée. Ce combat crucial pour l'avenir de l'Ecosse – et du Royaume-Uni – a commencé en réalité bien plus tôt – dès le référendum du Brexit, en juin 2016. A en croire le SNP, ces résultats ont complètement rebattu les cartes : en 2014, quand les Ecosais avaient été appelés à se prononcer sur leur futur, il n'était question que de rester dans l'Union du Royaume-Uni, pas de quitter l'Union européenne. Or, ils ont repoussé le Brexit sans équivoque (à hauteur de 62 %), donnant des arguments en or à M^{me} Sturgeon, devenue première ministre écossaise fin 2014.

La dirigeante n'a absolument pas fait mystère de ses intentions : un « *Indyref2* », comme on dit en Ecosse, était bien au programme du SNP – et des Verts – pour ces élections législatives. La pandémie lui a donné des arguments supplémentaires : M^{me} Sturgeon est largement saluée en Ecosse pour sa gestion jugée plus empathique et prudente de la crise sanitaire que celle de M. Johnson. Sa victoire, ce 6 mai, est indéniable : la participation était historique (plus de 63 %) et le SNP n'a même pas pâti d'une usure logique, après quatorze ans au pouvoir et un bilan mitigé sur le plan de l'éducation ou de l'accès au logement.

Quant au Parlement écossais, malgré sa jeunesse (il n'a été créé qu'en 1999), il est désormais particulièrement représentatif de la société écossaise, avec 45 % de députés femmes, dont la première élue de couleur (Kaukab Stewart, d'origine pakistanaise) et une députée handicapée, Pam Duncan Glancy.

Réputée pour sa prudence et son expérience du pouvoir (elle est ministre ou première ministre depuis quatorze ans), Nicola Sturgeon s'est également débarrassée d'un possible concurrent interne, Alex Salmond, son ex-mentor, qui a créé son propre petit parti indépendantiste, Alba, mais n'est pas parvenu pour autant à être élu à Holyrood. La *first minister* sait cependant que son jeu présente de sérieuses faiblesses.

C'est parce que le SNP avait décroché une majorité absolue à Holyrood, lors des élections parlementaires de 2011, que le premier ministre britannique de l'époque – le conservateur David Cameron – avait accepté le principe d'un référendum écossais, trois ans plus tard. A Londres, cette fois-ci, Boris Johnson est très loin d'être à terre. Il est sorti considérablement renforcé, le 6 mai, d'une série d'élections locales et régionales en Angleterre, qui ont vu le Labour céder des bastions historiques dans le nord-est du pays et dans les Midlands au profit du camp conservateur.

Le travailliste Sadiq Khan a certes conservé son poste de maire de Londres, mais le tory Shaun Bailey s'est hissé à une honorable deuxième place dans une capitale réputée pour son vote au centre gauche. Déjà observée lors des élections générales de 2019 – triomphales pour M. Johnson –, la bascule du vote populaire vers une droite désormais interventionniste semble bien engagée. Les rumeurs insistantes de corruption à Downing Street n'ont eu manifestement aucun effet sur les électeurs.

Quel intérêt M. Johnson aurait-il à céder à M^{me} Sturgeon (les deux dirigeants se détestent cordialement) et à lui accorder un nouveau référendum, s'il a des risques de le perdre ? Un oui à l'indépendance de l'Ecosse signifierait probablement sa démission et marquerait sa carrière politique de manière indélébile. A moins que la dirigeante écossaise ne réussisse à le prendre au piège de l'argument démocratique : pourquoi refuser aux Ecosais ce qu'il a revendiqué tout au long de la campagne du Brexit (le respect de « *la volonté du peuple* ») ? Ou encore que le plan B du SNP fasse peur à Downing Street : M^{me} Sturgeon a d'ores et déjà menacé de voter sans attendre un projet de référendum à Holyrood puis de saisir la Cour suprême britannique si Boris Johnson se mettait en travers de son chemin.

La collision semble inévitable

Samedi, M. Johnson a décroché son téléphone pour « *féliciter* » M^{me} Sturgeon et l'inviter à montrer « *un esprit d'unité et de coopération* » lors d'un sommet regroupant les quatre nations du Royaume-Uni, consacré à la reprise post-Covid. Après le Brexit, qui a soufflé sur les braises du sentiment indépendantiste écossais (et que le SNP considère comme une pure manifestation de nationalisme anglais), le nouveau défi de M. Johnson, 56 ans, est donc désormais de sauver l'union.

Car, si l'Ecosse est de plus en plus jaune (la couleur du SNP), et si l'Angleterre s'uniformise en bleu (celle des tories), le Pays de Galles a confirmé qu'il voyait l'avenir en rouge travailliste : le 6 mai, les Gallois ont,

eux, renouvelé pour cinq ans leur Parlement (le Senedd) et 50 % des élus sont membres du Labour. Dimanche, le premier ministre du Pays de Galles, Mark Drakeford, a mis en garde Londres, dans les colonnes du *Financial Times* : « *Sans davantage de pouvoirs pour le Parlement gallois, le Royaume-Uni risque d'éclater...* » La gauche galloise n'étant pas indépendantiste, le danger est cependant moins immédiat pour Londres, alors que la collision semble inévitable avec les indépendantistes écossais.

M. Johnson va peut-être faire valoir sa promesse – pour l'instant assez vague – d'un « *levelling up* » du pays (rattrapage économique des zones les moins favorisées) et insister sur les bénéfices de l'union – la COP26, qui doit se tenir à Glasgow en novembre, sera un grand moment diplomatique britannique, à cet égard.

M^{me} Sturgeon tentera de son côté de mettre à profit le refus obstiné du dirigeant anglais pour convaincre un maximum d'Écossais que leur destin est de couper le cordon avec Londres. Ces élections ont montré qu'ils sont pour l'heure encore très divisés sur la question : « *A 50 % pour l'indépendance, à 50 % pour rester au sein du Royaume-Uni* », soulignait samedi John Curtice, grand spécialiste britannique des sondages, sur le plateau de la BBC.

De fait, nombre d'électeurs ont voté tactiquement contre l'indépendance : dans l'Aberdeenshire (nord-est), en votant conservateur plutôt que Labour pour mieux barrer la route au SNP. Ou, a contrario, en concentrant leur choix sur la candidate Labour à Dumbarton (sud-ouest). M^{me} Sturgeon a forcément en tête la précédente campagne référendaire écossaise – qu'elle avait d'ailleurs été chargée de mener par le premier ministre écossais d'alors, Alex Salmond. Quand cette campagne avait débuté, en 2012, les pro-indépendance plafonnaient à 38 % d'opinions favorables – ils ont quand même fini deux ans plus tard à 45 % des votes.